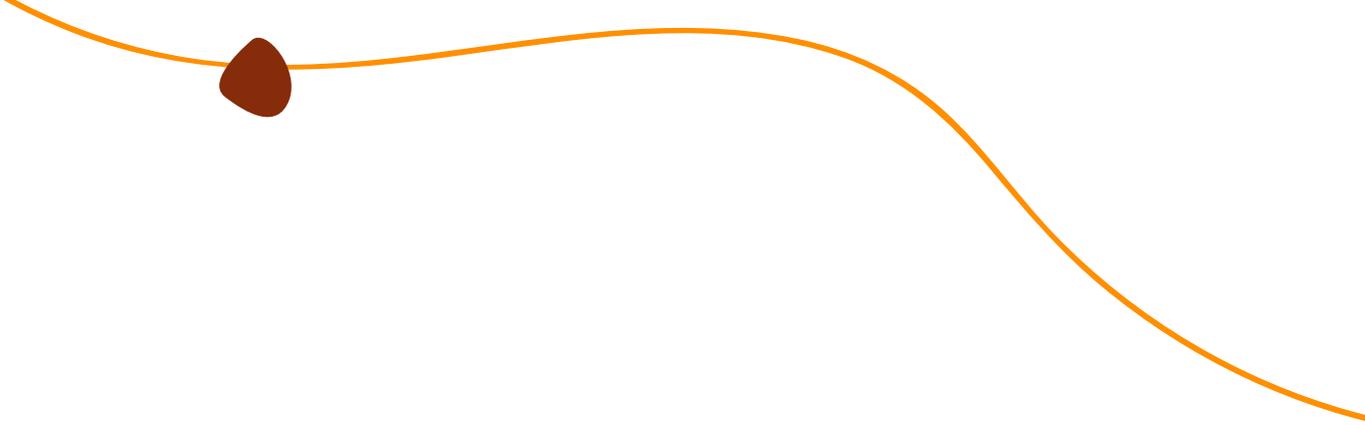


Consortium  
APAC

# Rapport annuel 2024 du Consortium APAC

Renforcer les territoires de vie.  
Parcours collectifs d'autodétermination  
et de solidarité.





Publié par : Consortium APAC, Association Consortium pour les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC)

Droits d'auteur : © 2025 Consortium APAC

Licence Creative Commons **Attribution-NonCommercial 4.0 International**

La reproduction de cette publication à des fins éducatives ou non commerciales est autorisée sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit clairement mentionnée. La reproduction de cette publication à des fins commerciales est interdite sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.

Référence : Consortium APAC. Rapport annuel 2024. Renforcer les territoires de vie. Parcours collectifs d'autodétermination et de solidarité. Consortium APAC.  
<https://www.iccaconsortium.org/2025/07/31/iccaconsortium-2024-annual-report>

Photo de couverture : Consortium APAC, 2024

Traduit et relu en français par Antoine Scherer et Gaëlle Le Gauyer

La désignation d'entités géographiques dans ce document n'implique aucune opinion sur le statut juridique d'un pays, d'un territoire ou d'une zone, ni sur ses autorités ou ses frontières. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de ses auteurs.

## **À propos du Consortium APAC**

Le Consortium APAC est une association internationale de Peuples Autochtones, de Communautés Locales et d'organisations de soutien impliquées dans le mouvement pour les territoires de vie, c'est-à-dire les territoires et aires gouvernés, protégés et préservés par les Peuples Autochtones et les Communautés Locales. Le travail du Consortium est axé sur le soutien aux priorités autodéterminées des Peuples Autochtones et des Communautés Locales, l'obtention d'une reconnaissance appropriée et la transformation des systèmes existants, afin de les aligner sur les droits et la gouvernance autochtones et traditionnels.

En 2024, le Consortium compte 244 organisations membres et 484 membres d'honneur individuels issus de 92 pays, unis par la conviction que la solidarité, l'autodétermination et le respect de la nature sont essentiels pour un avenir juste et riche en biodiversité.



## Message du coordinateur mondial

L'année 2024 a marqué un tournant dans l'histoire du Consortium APAC. Alors que nous nous engageons dans la première année de notre Plan stratégique 2024-2028, nos membres et membres d'honneur ont renforcé leur engagement envers les priorités autodéterminées des Peuples Autochtones et des Communautés Locales, protecteurs et gardiens des territoires de vie à travers les continents et les cultures.

Ce rapport retrace l'histoire d'un mouvement en marche. Des réponses solidaires urgentes aux assemblées régionales qui ont réuni des centaines de leaders communautaires, en passant par le plaidoyer mené par nos membres lors de la COP16 de la CDB et le renforcement interne de notre secrétariat et de nos systèmes de gouvernance, 2024 a été une année de réflexion et de concrétisation.

Nous avons connu des transitions au sein de notre direction, de nos équipes et de notre gouvernance, mais nous en sommes ressortis avec plus de force et de liens entre nous. L'esprit de solidarité et d'affirmation culturelle a imprégné chaque rassemblement, chaque campagne et chaque échange.

C'est avec humilité et détermination que nous vous présentons ce compte rendu de nos efforts communs pour protéger et renforcer les territoires de vie. Nous remercions toutes les personnes qui ont parcouru ce chemin avec nous : membres, membres d'honneur, coordinations régionales, équipes, alliés et partenaires.

*Ali RAZMKHAH*

**Ali Razmkhah**

# Liste des acronymes

ANAPAC-RDC : Alliance Nationale d'Appui et de Promotion des Aires du Patrimoine Autochtone et Communautaire en RD Congo

CDB : Convention sur la diversité biologique

COP16 : 16ème réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique

CCA : Aires du patrimoine communautaire abrégé en APC, CCA étant le sigle anglais pour Community Conserved Areas.

COP16 : 16ème réunion de la Conférence des Parties (à la CDB)

COP29 : 29ème Conférence des Parties (à la CCNUCC)

ExCo : ExCo : Comité exécutif (du conseil du Consortium APAC)

FPP : Programme des Peuples des forêts (Forest Peoples Programme)

CMB : Cadre mondial pour la biodiversité

GFC : Coalition mondiale des forêts (Global Forest Coalition)

ICCA-GSI : Initiative mondiale de soutien aux APAC

IIFB : Forum international des Peuples Autochtones sur la biodiversité

IIPFCC : Forum international des Peuples Autochtones sur le changement climatique

ILC : Coalition internationale pour l'accès à la terre (International Land Coalition)

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature

NADA : Association Nsombou Abalghe-Dzal

ONG : Organisations non gouvernementales

PWC : Conseil des femmes éleveuses pastorales ( Pastoral Women's Council)

OCC : Comité pour le changement organisationnel (du Consortium APAC)

HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

RCA : République centrafricaine

RDC : République démocratique du Congo

RRI : Initiative pour les droits et les ressources (Rights and Resources Initiative)

SBI : Organe subsidiaire de mise en œuvre (de la CDB)

SBSTTA : Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA) de la Convention sur la diversité biologique

SBSTTA26 : 26ème réunion du SBSTTA

SB60 : 60ème session des organes subsidiaires (de la CCNUCC)

SB8j : Organe subsidiaire sur l'article 8(j) et d'autres dispositions de la Convention sur la diversité biologique (CDB) relatives aux Peuples Autochtones et aux Communautés Locales

UCRT : Équipe de ressources communautaires Ujamaa (Ujamaa Community Resource Team)

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement

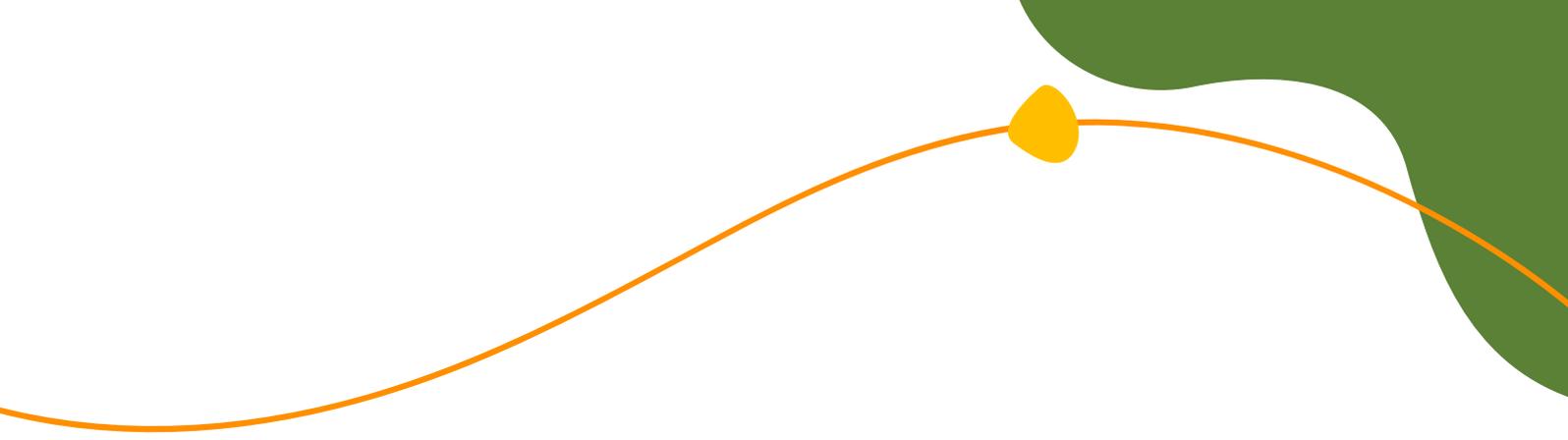
CNULD : Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

UNPFII : Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones

# Table des matières

<b>Résumé</b>	<b>7</b>
<b>Plan stratégique (2024-2028) : un cycle de soutien axé sur l'autodétermination</b>	<b>8</b>
<b>De la réflexion à l'action : 2024 en bref</b>	<b>10</b>
<b>But 1 – Autodétermination</b>	<b>11</b>
Histoires de territoires de vie	12
Solidarité et réponses rapides	13
Assemblées régionales : au fondement de la régionalisation	14
<b>But 2 – Reconnaissance et droits</b>	<b>17</b>
Données probantes et documentation pour la reconnaissance	17
Reconnaissance juridique et politique	18
Communications stratégiques et changement de discours	19
Justice linguistique et accès	20
Participation aux processus politiques internationaux	21
Au-delà de la CDB : à l'intersection des arènes mondiales	24
<b>But 3 – Influence</b>	<b>26</b>
Principes fondamentaux en matière de droits humains à l'intention des organisations privées de conservation et des bailleurs de fonds	26
Alliances stratégiques pour un changement systémique	27



<b>But 4 – Notre organisation</b> .....	<b>28</b>
Évolution de la gouvernance et implication du conseil.....	28
Renforcement du secrétariat et des systèmes internes.....	29
Régionalisation et implication des membres.....	30
Bien-être et culture interne.....	31
Processus de changement organisationnel : poser les bases d'un renouvellement structurel.....	32
Structure et processus.....	32
Domaines d'action prioritaires.....	32
Résultats et prochaines étapes.....	33
<b>Santé et transparence financières</b> .....	<b>34</b>
Mobiliser la solidarité et la résilience pour les territoires de vie.....	34
Aperçu des recettes et des dépenses.....	34
Principaux financements et partenariats avec les bailleurs de fonds.....	35
Défis financiers et ajustements stratégiques.....	36
<b>Transitions internes et renouvellement des équipes</b> .....	<b>37</b>
Secrétariat.....	37
Conseil.....	39
Transitions.....	39
<b>Ce qui est à venir</b> .....	<b>41</b>
Principaux enseignements tirés de 2024.....	41
Priorités et changements majeurs pour 2025.....	42
Axes de priorisation stratégique.....	42

# Résumé

En 2024, le Consortium APAC a engagé la première année de son Plan stratégique 2024-2028, en fondant ses actions sur les priorités autodéterminées des Peuples Autochtones et des Communautés Locales. Cette année a marqué un engagement renouvelé en faveur de la régionalisation, de la solidarité et de la transformation, façonné par les réalités des territoires de vie et guidé par le leadership des protecteurs et des gardiens de ces territoires.

Dans toutes les régions, les communautés se sont engagées dans des processus de renforcement autonome, de revitalisation de la gouvernance traditionnelle, de promotion des économies locales fondées sur le bien-être et de défense de leurs terres et de leurs eaux face aux menaces existantes. Les assemblées régionales ont constitué des espaces essentiels de collaboration et de coordination politique, tandis que les mécanismes de réponse rapide et de solidarité ont assuré un soutien flexible d'urgence.

Les membres des communautés autochtones et locales du Consortium, les représentants du conseil et les membres du secrétariat ont participé à des processus politiques nationaux, régionaux et internationaux visant à obtenir une meilleure reconnaissance des territoires de vie et de leurs modes de vie autodéterminés. Les membres du Consortium ont participé et contribué au SBSTTA26 de la CDB, au SBI, à la création du SB8j et à la COP16. Les membres et leurs alliés ont également façonné les discours et les négociations lors d'autres instances internationales, notamment la CCNUCC, la CNULCD, l'UNPFII et l'UICN, en plaidant pour une reconnaissance fondée sur la gouvernance et éclairée par les réalités vécues. Des campagnes nationales de plaidoyer juridique dans des pays comme le Chili et le Sénégal ont démontré que des actions soutenues et coordonnées peuvent apporter des changements significatifs.

La collaboration en matière de plaidoyer et la promotion de pratiques éthiques dans le domaine de la conservation et du financement ont renforcé l'influence stratégique. Le lancement conjoint des Principes fondamentaux en matière de droits

humains à l'intention des organisations privées de conservation et des bailleurs de fonds a marqué une étape importante. Sur le plan interne, le Consortium a renforcé son engagement à incarner le changement qu'il souhaite voir advenir, en créant de nouveaux rôles et des structures de leadership partagé au sein du secrétariat, et en progressant dans le processus de changement organisationnel.

Cette année a également été marquée par une transition significative. Des postes clés en termes de leadership ont évolué au sein du secrétariat et du conseil, et plusieurs personnes en poste depuis longtemps ont mis fin à leurs fonctions officielles après des années de service dévoué. De nouveaux membres ont rejoint l'équipe, avec une énergie et des compétences nouvelles, notamment en matière de politique, de coordination d'événements et de finances, contribuant ainsi à la croissance du Consortium, dans le respect de ses valeurs.

Les réflexions émanant des communautés, ainsi que des instances locales et nationales, ont mis en évidence des défis et des aspirations communs. Les membres ont souligné la nécessité d'un accompagnement soutenu, d'une reconnaissance ancrée dans la gouvernance traditionnelle et d'une inclusion plus forte des femmes, des jeunes et des réseaux régionaux. Dans le même temps, ils ont salué les progrès réalisés dans les domaines de la souveraineté sur les semences, de l'apprentissage intergénérationnel et de la défense des droits collectifs.

Sur le plan financier, le Consortium a géré plus de 1,7 million de dollars de ressources et investi plus de 1,4 million de dollars, consacrant la majeure partie des fonds au soutien régional, aux financements directs, aux rencontres et à l'engagement multilingue.

En 2025, le Consortium APAC continuera à consolider les structures régionales, à défendre les droits, à soutenir les territoires de vie face aux menaces et à promouvoir une transformation profonde de la conservation et de la gouvernance environnementale, toujours fondée sur la solidarité, la bienveillance et le pouvoir collectif.



## Plan stratégique (2024-2028) : un cycle de soutien axé sur l'autodétermination

Approuvé fin 2023 et lancé en 2024, notre **plan stratégique** s'articule autour de quatre buts interdépendants qui reflètent notre mission et nos valeurs fondamentales :



**1 Autodétermination :**  
renforcer la gouvernance autochtone et communautaire de l'intérieur.



**2 Reconnaissance et droits :** obtenir une reconnaissance territoriale et une protection juridique adéquates des droits.



**3 Influence :** transformer la manière dont les acteurs externes interagissent avec les territoires de vie.



**4 Notre organisation :** assurer la santé, la solidarité et la durabilité interne de notre organisation.

Chaque but soutient et renforce les autres buts, formant ainsi un cycle dynamique de consolidation mutuelle, où l'autodétermination est au cœur.

## 2024 en chiffres



**19**  
nouvelles  
organisations  
membres  
acceptées



**244**  
organisations  
membres dans  
75 pays



**484**  
membres  
d'honneur



**12**  
équipes de  
coordination  
régionale



**7**  
financements  
redistribués, versés par  
le biais de mécanismes  
de solidarité (150 000  
dollars américains au  
total).



**3**  
actions de solidarité  
majeures soutenues  
en Inde, au Chili  
et en République  
démocratique du  
Congo (RDC).



**50+**  
Plus de 50  
événements  
soutenus à l'échelle  
internationale et  
régionale.



**6**  
newsletters publiées  
en 3 langues.



**35**  
événements  
parallèles et  
plusieurs séances  
d'information lors de  
la COP16 de la CDB.



**2**  
publications  
stratégiques  
et outils de  
connaissance  
publiés.



**1**  
réunion en  
personne des  
organes du  
Consortium APAC.



## De la réflexion à l'action : 2024 en bref

Après un processus de changement organisationnel intense en 2023, cette première année de mise en œuvre stratégique s'est focalisée sur :



Les transitions internes et le renouvellement, notamment l'intégration de nouveaux membres au sein du secrétariat, chargés de fonctions internationales, et un changement de présidence.



La régionalisation, avec une autonomie, un financement et une responsabilité accrues pour les équipes de coordination régionales.



Le renforcement des partenariats, notamment par le biais du travail politique et des espaces de plaidoyer tels que la COP16.



Des améliorations opérationnelles, notamment l'optimisation des communications, du soutien linguistique et une importance croissante accordée à la documentation et aux systèmes internes.

À la fin de l'année 2024, nous avons gagné en cohésion et en clarté quant à notre objectif, et nous nous tenons prêts pour approfondir notre travail en 2025, renforcés par la sagesse des communautés et la solidarité internationale.



## But 1

# Autodétermination

Diverses formes de solidarité et de soutien garantissent les priorités autodéterminées et les processus de renforcement autonome des Peuples Autochtones et Communautés Locales pour le bien-être des territoires de vie.

### Le cœur de notre travail

L'autodétermination est le fondement de la stratégie et de l'éthique du Consortium APAC. Le premier but du plan stratégique est au cœur de notre travail spécifiquement axé sur les territoires. C'est là que les principes de régionalisation prennent vie grâce à un financement basé sur la confiance, à des échanges nationaux et régionaux et au soutien des mouvements ancrés dans les réalités culturelles, territoriales et écologiques.

En 2024, ce soutien a pris de nombreuses formes : facilitation des processus communautaires, organisation d'assemblées régionales et nationales, facilitation des échanges de connaissances, mobilisation de réponses solidaires rapides et fourniture d'un financement flexible fondé sur la confiance. Dans toutes les régions, le travail a été guidé par les priorités réelles des communautés elles-mêmes, et non par des priorités externes.

### Résumé des résultats

# 7

**financements solidaires** ont été mobilisés pour des actions urgentes.

# 6

**assemblées régionales ou sous-régionales** ont été organisées dans quatre méga-régions.

# 4

**réseaux nationaux** ont mené des processus de planification communautaire ou de renforcement autonome (Madagascar, Chili, Colombie, Philippines).

# 4

**échanges d'apprentissage entre communautés** ont été animés par des pôles régionaux (biodiversité agricole, conservation marine, leadership féminin, pastoralisme).

# 12

**équipes de coordination régionales** ont été soutenues dans la mise en œuvre d'actions.

# 100+

**Plus de 100 dirigeants et représentants communautaires** ont été directement impliqués dans des échanges entre communautés.

## Histoires de territoires de vie

### **Cameroun : revitalisation culturelle et gouvernance forestière à Kribi**

Dans la région côtière de Kribi, la communauté Iyassa du Rocher du Loup a célébré en décembre 2024 un événement culturel puissant. Plus de 250 personnes, dont des membres des communautés autochtones Bagyeli voisines, ont participé à cette manifestation qui a ravivé l'identité culturelle, renforcé la cohésion territoriale et fait progresser la stratégie locale pour la reconnaissance de leurs forêts traditionnelles, jetant ainsi les bases d'une gouvernance à long terme et d'une résistance au développement extractif.

### **République centrafricaine (RCA) : les connaissances traditionnelles ravivent la résilience écologique**

Dans les forêts centrafricaines de Yaloke-Bossebele, l'association Ndima Kali a soutenu la réactivation des « fossés claniques », des systèmes ancestraux de gestion de l'eau. Cette initiative a abouti à un arrêté municipal officiel qui reconnaît leur rôle dans la conservation de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique. Il s'agit là d'un exemple éloquent de gouvernance locale reconnue par l'état grâce à une action collective.

### **Tanzanie : sécurité foncière et pouvoir économique des femmes**

Dans le nord de la Tanzanie, l'Équipe de ressources communautaires Ujamaa (Ujamaa Community Resource Team - UCRT) et le Conseil des femmes éleveuses pastorales (Pastoral Women's Council - PWC) ont élargi leurs programmes de gouvernance foncière et de crédit destinés aux femmes. Plus de 2200 femmes ont eu accès à des crédits écologiques liés à des actions de conservation, tandis que 26 communautés ont obtenu des titres fonciers grâce à une action collective. Ces initiatives constituent des modèles intégrés de droits, de bien-être et de gouvernance environnementale.

### **Inde : renforcement autonome face à la répression dans le Bastar**

Dans la région de Bastar, située dans l'état indien du Chhattisgarh, les communautés Adivasis ont lancé un processus local de renforcement autonome, ancré dans la gouvernance des *gram sabha*, la revitalisation culturelle et la défense des forêts coutumières. Cet acte d'autonomie est d'autant plus remarquable qu'il s'inscrit dans un contexte de répression étatique sévère, qui a vu de nombreux défenseurs autochtones arrêtés ou harcelés. Malgré cela, des assemblées ont pu se tenir dans dix-huit villages, avec le soutien du mouvement militant Ekta Parishad et de juristes engagés.

### **Chine : élargissement du registre des aires du patrimoine communautaire et reconnaissance locale**

Les membres du Consortium APAC en Chine ont mis à jour la base de données nationale des aires du patrimoine communautaire (APC), avec 125 territoires répartis dans dix-neuf provinces, faisant ainsi progresser la documentation communautaire, la cartographie des sites sacrés et les systèmes de connaissances écologiques. Les gouvernements locaux du Yunnan et du Guizhou ont commencé à reconnaître officiellement certaines de ces APC dans le cadre de leurs stratégies pour la biodiversité, avec le soutien d'institutions partenaires et d'universitaires.

### **Afrique de l'Ouest : renforcer la reconnaissance et le leadership des jeunes**

Au Ghana, au Togo et en Côte d'Ivoire, des réseaux nationaux ont initié des dialogues entre communautés, lancé de nouveaux efforts de documentation et posé les bases nécessaires pour orchestrer des stratégies de plaidoyer coordonnées. Au Togo, des initiatives menées par des jeunes des régions de Kara et des Savanes ont mis l'accent sur les échanges intergénérationnels de connaissances et la restauration des écosystèmes. Plusieurs communautés ont reçu un soutien ciblé pour documenter leurs systèmes de gouvernance coutumiers, qu'elles utilisent pour négocier leur reconnaissance officielle auprès d'agences étatiques et d'ONG.

### **Chili et Mésoamérique : défense des territoires de vie côtiers et marins**

Au Chili, des organisations communautaires ont œuvré à la protection des territoires de vie marins et côtiers grâce à la gouvernance locale et au plaidoyer national. Leurs efforts ont contribué à l'adoption de la loi sur le Service de la biodiversité et des aires protégées (SBAP), qui reconnaît la gouvernance autochtone et communautaire en matière de conservation. Parallèlement, en Mésoamérique, des communautés du Mexique, du Nicaragua et du Honduras ont fait progresser des plans et des protocoles de vie communautaires intégrés dans les territoires côtiers, grâce à des échanges thématiques et à un accompagnement juridique. Ces actions ont combiné les connaissances traditionnelles, la gouvernance locale des pêcheries et la résilience climatique, façonnant ainsi une approche bioculturelle de la conservation marine dans toute la région. Des rassemblements nationaux au Guatemala et au Nicaragua ont également permis de créer de nouvelles plateformes de dialogue entre les territoires de vie confrontés à des menaces à la fois juridiques et environnementales.

## Solidarité et réponses rapides



◀ Dans l'archipel chilien des Guaitecas, nous avons soutenu la communauté autochtone Mapuche Williche Pu Wapi de Melinka, située dans la région d'Aysén, face aux **menaces** dont elle était victime pour avoir défendu ses territoires marins (alerte diffusée en février 2024).

Les communautés Adivasis de Bastar, en Inde, **sont confrontées à une violente répression** dans leur lutte contre l'exploitation minière destructrice. En partenariat avec InSAF India et d'autres organisations, nous avons mobilisé la solidarité internationale, publié une alerte mondiale en janvier 2025 et amplifié la voix des Peuples Autochtones qui réclament protection et reconnaissance.



The illegal extraction of **strategic minerals** such as coltan, cassiterite, gold, tungsten, and lithium and **Rwanda's illicit trafficking and trade in Congolese territories** is one of the main causes of these **atrocious crimes** and violations of human rights and international and humanitarian laws.

◀ Dans l'est de la RDC, les communautés autochtones du Nord-Kivu ont **affronté des menaces** venant de groupes armés. La région Afrique a apporté son soutien aux alertes et à la coordination des défenseurs à la fin de l'année 2024.

La solidarité s'est également exprimée financièrement, puisque le **Fonds de petites donations Pastor Rice** et le **Fonds africain pour les défenseurs africains de l'environnement** ont conjointement soutenu au moins sept actions urgentes grâce à un financement flexible et accessible.



## Assemblées régionales : au fondement de la régionalisation

De Subic à Bogota, et de Nairobi à Cota, les assemblées régionales se sont imposées comme des plateformes essentielles pour s'écouter, s'organiser et créer des alliances. Parmi les événements marquants, on peut citer :



Photo: CEMI, courtesy of Red Ticca Colombia

- ▶ **L'Assemblée du nœud amazonien** du Réseau TICCA Colombie, qui s'est tenue du 25 février au 1er mars 2024 en Colombie. Plus de trente représentants communautaires se sont réunis pour échanger des connaissances, élaborer leur stratégie de communication et tenir l'assemblée générale annuelle du nœud.



Photo: Topher Toledo

◀ **L'Assemblée régionale de l'Asie du Sud-Est**, qui s'est tenue du 3 au 8 mars 2024 aux Philippines, a permis de formaliser des accords pour un registre commun des APAC et un fonds régional pour les Peuples Autochtones et les Communautés Locales.

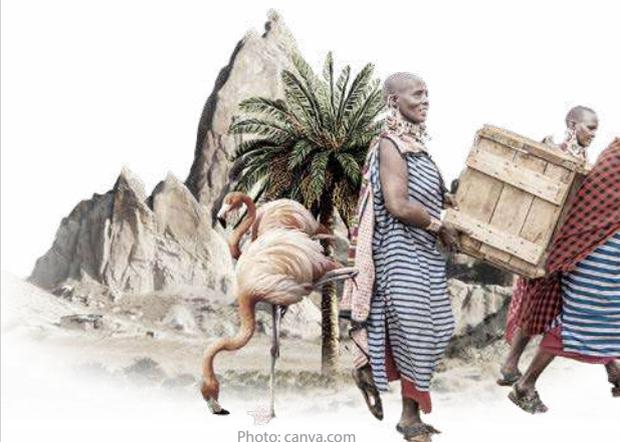


Photo: canva.com



Photo: Roshni Lodhia

- ▶ En Afrique de l'Est, des réunions à Zanzibar (avril 2024) et à Nairobi (septembre 2024) ont rassemblé des communautés pastorales et marines pour dialoguer et partager leurs perspectives sur la gouvernance et la résilience.

◀ L'Assemblée du Cône Sud de l'Amérique latine, qui s'est tenue en mai 2024, a été l'occasion de partager des enseignements sur la gouvernance et les menaces juridiques en Argentine, au Chili et au Brésil.



Photo: Consorcio TICCA



Photo: TNRF

► La réunion des éleveurs pastoraux d'Afrique de l'Est, qui s'est tenue en septembre 2024 à Nairobi, a porté sur la coordination en matière de mobilité pastorale, les droits autochtones et la résilience climatique.



Photo: ICCA Consortium



Photo: ICCA Consortium

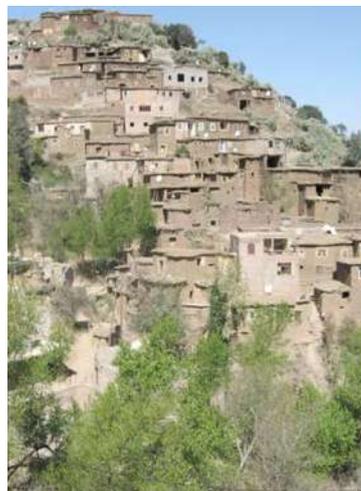
► La réunion présentielle du Consortium APAC, qui a eu lieu en Colombie, du 16 au 18 octobre 2024, et a rassemblé plus de cinquante participants du monde entier pour réfléchir à l'autodétermination, à la régionalisation et aux stratégies futures.



Photo: ICCA Consortium

► Dans le cadre du Dialogue Afrique du Nord et Sahel, en novembre 2024, des thèmes tels que la gouvernance culturelle et les institutions coutumières dans les écosystèmes arides ont été abordés.

Ces assemblées constituent le fondement de notre stratégie à long terme afin de recentrer l'action et la prise de décision au sein des régions.



## Défis et enseignements tirés



Certaines régions, en particulier en Afrique de l'Ouest, en Asie occidentale et centrale et dans certaines parties de l'Amérique latine, disposaient d'un soutien opérationnel restreint pour l'animation et le suivi.



Les changements politiques rapides et la crise climatique ont pris le pas sur les cycles de planification, en particulier dans les contextes touchés par des conflits.



La diversité des rythmes des efforts de reconnaissance nationale a rendu la coordination régionale plus complexe.



Les communautés continuent de plaider en faveur d'un soutien à plus long terme, fondé sur la confiance et dépassant le cadre des projets.



Les lacunes en matière de traduction et de communication continuent de limiter la participation de certains gardiens des territoires de vie aux forums internationaux ou régionaux.

Cependant, les enseignements tirés sont tout aussi puissants : les assemblées communautaires renforcent la cohésion. Un financement basé sur la confiance est essentiel. La coordination régionale n'est pas une option supplémentaire, mais une infrastructure essentielle à la solidarité et à l'autodétermination. Lorsque les équipes régionales disposent de ressources suffisantes, les résultats sont transformateurs. Le lien entre les assemblées, la solidarité et la clarté politique est apparu clairement dans toutes les régions.

## Perspectives

En 2025, dans le cadre du premier objectif, nous nous engageons à :



Renforcer le travail spécifique à chaque territoire grâce à des réseaux régionaux et nationaux.



Renforcer les mécanismes de solidarité grâce à des mécanismes de déboursement plus rapides pour l'aide d'urgence et le soutien à la communication multilingue.



Continuer à documenter les systèmes de gouvernance traditionnels à l'aide de méthodologies culturellement ancrées.



Renforcer la collaboration interrégionale sur des thèmes tels que le pastoralisme et la gouvernance marine.



Photo: ICCA Consortium

## But 2

# Reconnaissance et droits

La reconnaissance appropriée des territoires de vie et le respect, la protection et la réalisation des droits de leurs protecteurs.

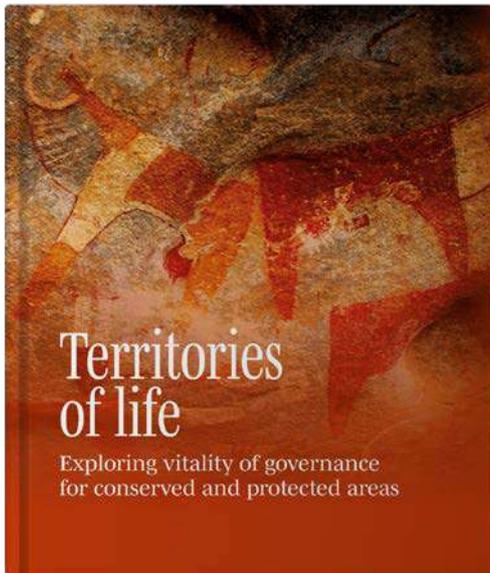
Pour que la gouvernance autodéterminée des territoires de vie puisse prospérer et que ces territoires soient protégés, il est essentiel que les droits humains et les droits des Peuples Autochtones et des Communautés Locales soient respectés. Il est tout aussi fondamental que les droits territoriaux de ces communautés soient reconnus. En 2024, nous avons soutenu le développement des initiatives de documentation menées par les communautés, renforcé notre présence dans les processus politiques et amplifié la voix des communautés gardiennes et protectrices des territoires de vie. Ces efforts ont permis de consolider les bases nécessaires pour une reconnaissance fondée sur les valeurs, les systèmes de gouvernance et les visions du monde définis par les communautés.

## Données probantes et documentation pour la reconnaissance

En 2024, dans toutes les régions, les communautés ont mené des processus de recherche et de documentation en vue d'obtenir une reconnaissance appropriée et pour défendre leurs droits. Ces démarches ont été conçues de manière à refléter les systèmes de gouvernance autochtones et les épistémologies locales, afin de garantir que leurs voix soient entendues et que leurs perspectives soient reconnues, respectées et valorisées.



- Cinq études de cas nationales (RDC, Chili, Mexique, Indonésie, Philippines), élaborées avec RRI et FPP, ont montré que les territoires de vie constituent une troisième voie essentielle pour la conservation.
- Dans le cadre du comité directeur du registre des APAC, les membres du Consortium ont contribué à l'élaboration de normes participatives pour le registre, ce qui a permis de renforcer la souveraineté en matière de données fondées sur la gouvernance.
- Le travail de documentation juridique et spatiale en Mésoamérique et en Afrique centrale est venu étayer les efforts de reconnaissance en cours dans les cadres coutumiers et étatiques.



Deux publications majeures, intitulées « **Territoires de vie : explorer la vitalité de la gouvernance des aires conservées et protégées** » et « **Lignes directrices : reconnaître les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC) superposés par des aires protégées** », ont apporté des outils stratégiques aux gardiens et à leurs alliés.



## Reconnaissance juridique et politique

En 2024, nous avons contribué à des progrès significatifs au niveau des cadres juridiques nationaux et du plaidoyer politique :



**Chili** : adoption de la SBAP. Cette loi reconnaît les droits des Peuples Autochtones à participer à la gestion des aires protégées concernées.



**Colombie, Brésil, Inde** : les bases de données et les registres nationaux sur les APAC et les APC ont été renforcés grâce à la collaboration entre les organisations membres et leurs alliés.



**Cameroun, Gabon, RCA et RDC** : les processus de réforme juridique ont progressé dans tout le bassin du Congo, avec des organisations nationales telles que BOMASA, ANAPAC-RDC et NADA à la tête des efforts de plaidoyer et du travail d'analyse juridique.



**Sénégal** : une campagne législative menée en juillet 2024 a mis l'accent sur le renforcement du Code de la biodiversité afin de garantir la reconnaissance juridique des territoires de vie et des systèmes de gouvernance communautaire.



**Philippines** : le gouvernement provincial de Nueva Vizcaya a adopté l'ordonnance sur les aires et territoires conservés par les communautés autochtones, afin que les APAC soient légalement reconnus dans la province.

# Communications stratégiques et changement de discours

Tout au long de l'année 2024, nos efforts en matière de communication se sont concentrés sur la diffusion des récits communautaires ancrés dans les traditions orales, la résistance et l'affirmation culturelle. Notre équipe de communication a travaillé en étroite collaboration avec les membres et les réseaux afin de renforcer les capacités en matière de documentation et de mise en récit, en favorisant les récits fondés sur la dignité, la défense et l'espoir. Pour ce faire, nous avons :



Tenu à jour nos sites web, publié nos newsletters en anglais, français et espagnol, et intensifié la diffusion de contenus multimédias sur nos réseaux sociaux, nos sites web et dans nos newsletters.



Co-créé des supports de campagne autour des thèmes suivants :

- Mécanismes de financement direct ;
- Territoires de vie pastoraux et marins ;
- Défenseurs des droits humains environnementaux.



Fourni un soutien en communication visuelle aux équipes régionales, en particulier en Amérique latine, afin de faciliter le plaidoyer au niveau national.



Co-créé des récits thématiques alignés sur les principaux événements de plaidoyer tels que la COP16 de la CDB.



Lancé une révision complète des plateformes numériques afin de les rendre plus conviviales et plus accessibles.

Ces efforts ont permis de renforcer la décolonisation des récits et la solidarité entre les communautés, en mettant l'accent sur les voix autochtones et communautaires.



## Justice linguistique et accès

L'un des facteurs clés pour atteindre le deuxième objectif en 2024 a été notre engagement en faveur de l'équité linguistique. L'équipe linguistique du Consortium a travaillé à différents niveaux pour favoriser l'accès, l'exactitude et l'autonomie.

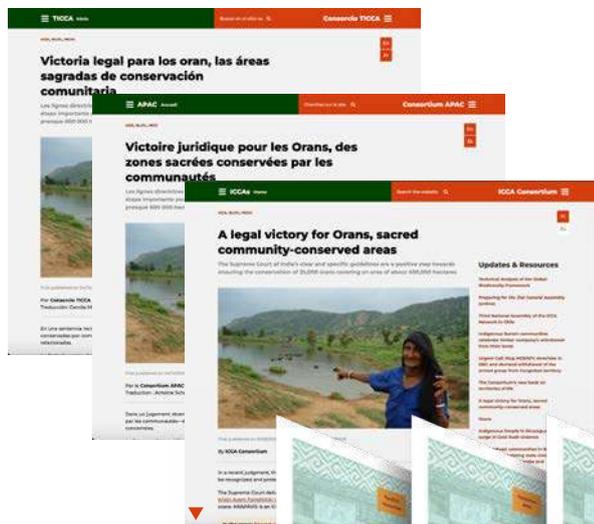


Photos: ICCA Consortium

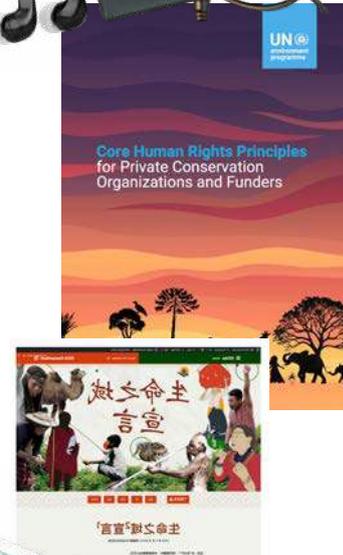
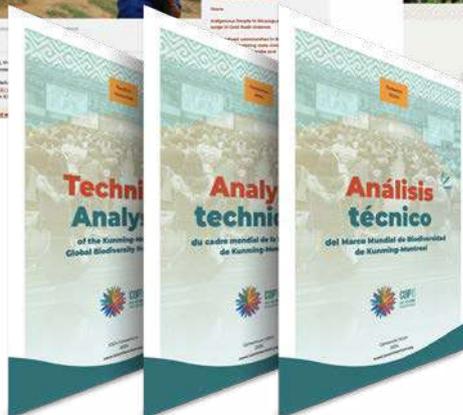
Services d'interprétation fournis lors de plus de quarante réunions et événements en ligne et en personne, notamment des espaces de discussion sur les politiques mondiales, des sessions sur la gouvernance interne et des dialogues régionaux.



Les capacités internes ont été renforcées grâce à des recrutements, à l'acquisition de nouveaux équipements et à l'amélioration des processus.



Plus de cinquante publications ont été traduites, éditées et relues, notamment des déclarations, des newsletters et du matériel pédagogique.



Des traductions multilingues ont été réalisées pour des ressources juridiques et stratégiques, notamment les Principes fondamentaux relatifs aux droits humains (traduits, édités et relus en partenariat avec le PNUE).

Des contenus ont été produits ou soutenus en anglais, en espagnol, en français et dans certaines langues autochtones et locales, avec la participation active de membres multilingues.

La justice linguistique a permis aux gardiens de s'exprimer, d'être compris et d'élaborer des stratégies collectives par-delà les frontières.

## Participation aux processus politiques internationaux

### Garantir l'expression, la visibilité et l'autonomie des gardiens des territoires de vie dans la gouvernance environnementale mondiale

En 2024, le Consortium APAC a accompagné les Peuples Autochtones et les Communautés Locales dans les arènes politiques, garantissant que les communautés gardiennes et protectrices et leurs territoires de vie soient activement représentés dans la gouvernance de la biodiversité et au-delà.

#### SBSTTA-26 et SBI-4

Lors de la 26ème réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA-26) et de la 4ème réunion de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI-4) de la CDB, qui se sont tenues à Nairobi du 13 au 29 mai 2024, les délégués du Consortium ont influencé les discussions techniques sur la cible 3, les systèmes de suivi et l'intégration des connaissances autochtones et locales. Au cours de ces événements, nous avons :



- ▶ Contribué au plaidoyer en faveur d'une mise en œuvre équitable du Cadre mondial pour la biodiversité (CMB).

◀ Soutenu les engagements en matière de systèmes de connaissances, de justice de genre et de données autochtones.



- ▶ Aidé à l'élaboration de récits en accord avec le Forum international autochtone sur la biodiversité (IIFB), le Caucus des femmes et d'autres alliés.

## COP16 de la CDB

Lors de la COP16 de la CDB, le Consortium APAC a assuré une présence importante, grâce à une préparation régionale menée par ses membres. Parmi les faits marquants, on peut citer :



▶ La participation à plus de trente-cinq événements parallèles, co-organisés avec des membres, des partenaires et des réseaux autochtones sur des thèmes tels que la conservation fondée sur les droits humains, le financement direct, la cible 3 du CMB et la reconnaissance des territoires de vie.



◀ Lancement conjoint des Principes fondamentaux en matière de droits humains à l'intention des organisations privées de conservation et des bailleurs de fonds, et facilitation des communications multilingues, permettant aux gardiens de s'exprimer dans leur propre langue.



Photos: ICCA Consortium

La coordination de la construction de récits communautaires et des contacts avec les médias, en particulier par les régions Amérique latine et Afrique.



▼ La contribution à la création du SB8(j), une étape historique vers l'institutionnalisation de la participation des Peuples Autochtones et des Communautés Locales.

Le plaidoyer aligné sur celui de l'IIFB, du Caucus des femmes et des coalitions de la société civile alliées sur les objectifs 3, 21 et 22 du CMB.



Le stand d'exposition (dans la zone bleue de la COP16) : lieu de partage de publications, d'échange avec les délégués et de relais des voix des communautés à travers des vidéos, des infographies et des supports multilingues. Le stand a renforcé la visibilité et le rayonnement du Consortium. Il a permis de fournir des informations sur le Consortium APAC et a facilité les conversations avec les membres et le public sur le travail mondial et régional du Consortium.



Photos: ICCA Consortium

Ces efforts continus ont démontré que la reconnaissance doit aller bien au-delà des cadres juridiques et inclure la prise de parole, la visibilité et la capacité d'action dans tous les espaces de prise de décision.

## Au-delà de la CDB : à l'intersection des arènes mondiales

Les membres du Consortium et les équipes régionales ont également fait entendre les voix des territoires de vie dans les espaces consacrés au climat, à la terre et aux droits des Peuples Autochtones, affirmant ainsi une vision holistique de la reconnaissance et de la solidarité.

Nos membres d'Amérique latine ont participé aux forums sur la justice climatique de la CCNUCC, faisant le lien entre les territoires de vie marins et côtiers et les discussions sur l'adaptation et l'action climatique communautaire.

En Afrique et en Asie, des délégués ont participé aux plateformes de la CCNUCC et de l'UICN, afin de faire entendre les points de vue des communautés sur des transitions justes, les défenseurs de l'environnement et le financement de la lutte contre le changement climatique.



Les membres d'Asie du Sud-Est ont continué à participer à la 60ème session des organes subsidiaires (SB60) et à la 29ème Conférence des Parties (COP29) de la CCNUCC et sont particulièrement impliqués dans le Forum international des Peuples Autochtones sur le changement climatique (IIPFCC), le groupe officiellement reconnu des Peuples Autochtones au sein de la CCNUCC.



▼ Nos membres d'Amérique latine ont participé aux forums sur la justice climatique de la CCNUCC, faisant le lien entre les territoires de vie marins et côtiers et les discussions sur l'adaptation et l'action climatique communautaire.



▼ En Afrique du Nord, des femmes autochtones ont participé à des consultations régionales, plaidant pour la reconnaissance des connaissances bioculturelles dans les stratégies de restauration des terres.



▼ Plusieurs membres régionaux et représentants du conseil ont participé à l'UNPFII, où ils ont réaffirmé le rôle central des territoires de vie pour la biodiversité et l'avenir du climat.

Ces participations des communautés gardiennes et protectrices ont été coordonnées au niveau régional. Elles avaient une pertinence politique et étaient profondément ancrées dans les besoins et les priorités des communautés, ce qui a ouvert des possibilités de transformation pour ces espaces politiques, afin de faire progresser la reconnaissance de la gouvernance autochtone et traditionnelle.

## Réflexions et leçons apprises

Bien que des progrès significatifs aient été réalisés en 2024, de façon générale, la reconnaissance des territoires de vie reste inégale et contestée. Les avancées juridiques au Chili et au Sénégal, l'inclusion croissante des territoires de vie dans les cadres de la CDB et l'adoption du SB8j marquent des progrès importants. Cependant, ces étapes cruciales ne marquent pas l'aboutissement des luttes ; elles impliquent un engagement plus profond et plus soutenu.

En dépit des obstacles, l'année écoulée est venue réaffirmer qu'une participation constante et un travail politique coordonné peuvent donner des résultats substantiels. La collecte de données factuelles par les communautés, le plaidoyer multilingue et la solidarité stratégique redéfinissent ce que peut signifier la reconnaissance mondiale lorsqu'elle est ancrée dans la gouvernance, la culture et l'autonomie.

### Voici quelques-uns des principaux enseignements de 2024 :



La reconnaissance doit être fondée sur la gouvernance, et pas seulement sur un statut juridique. Elle doit s'accompagner d'un travail de documentation à long terme mené par les communautés.



La visibilité est essentielle pour avoir de l'influence et bénéficier d'une protection, mais elle doit être façonnée par les gardiens eux-mêmes, et non par des priorités externes.



La reconnaissance juridique reste un parcours semé d'embûches dans de nombreux pays où les systèmes de gouvernance autochtones ne sont ni reconnus ni respectés.



Les infrastructures multilingues sont essentielles, non seulement pour garantir une participation équitable, mais aussi pour soutenir les actions urgentes et la construction des récits des membres.



La participation inclusive aux espaces politiques repose sur la préparation, la traduction, la sécurité et un soutien logistique continu.



La participation doit aller au-delà de la simple présence ; elle doit être éclairée, empouvoirée et définie par la communauté.

Ces enseignements guideront la prochaine phase du plaidoyer du Consortium, en veillant à ce que chaque avancée au niveau mondial reflète et renforce les réalités vécues dans les territoires de vie que nous soutenons.



Photo: Rio Wedayana

## But 3

# Influence

Influencer les acteurs externes et leurs pratiques en faveur d'un soutien approprié aux priorités autodéterminées des territoires de vie et leurs gardiens.

Obtenir la reconnaissance et les droits est essentiel, mais cela ne suffit pas. Une véritable transformation implique un changement systémique dans la manière dont les acteurs externes interagissent avec les Peuples Autochtones et les Communautés Locales. En 2024, le Consortium APAC s'est attaché à catalyser ce changement, à remettre en question les modèles extractifs, à lutter contre le tokénisme et à co-développer des normes fondées sur les droits et des partenariats éthiques.

Dans notre plaidoyer, nous avons ciblé les structures profondes de la conservation, du développement et de la philanthropie. En interne, nous avons élaboré des alternatives fondées sur la solidarité et la mobilisation de fonds alignés sur nos valeurs. Cette double approche repose sur un principe simple : un changement durable ne peut se produire que lorsque ce sont les communautés gardiennes des territoires de vie qui façonnent les systèmes et les relations, à travers leur leadership, leurs connaissances et leurs priorités.

### Temps forts de 2024

## Principes fondamentaux en matière de droits humains à l'intention des organisations privées de conservation et des bailleurs de fonds

En collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres partenaires, nous avons apporté une contribution substantielle à l'élaboration et à la promotion des Principes fondamentaux en matière de droits humains à l'intention des organisations privées de conservation et des bailleurs de fonds. Nous avons notamment :

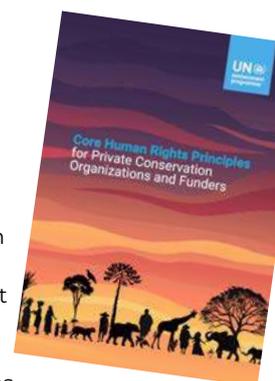
Fourni une assistance technique et linguistique lors des ateliers mondiaux et régionaux.

Accueilli des sessions à l'intention des membres, pour revoir les propositions.

Traduit, relu et intégré les commentaires des membres dans la version finale.

Co-organisé un événement parallèle lors de la COP16 de la CDB pour présenter les principes et plaider en faveur d'approches de la conservation fondées sur les droits

Les efforts que nous avons déployés ont permis de contribuer à la construction d'un socle commun en matière de responsabilité et de justice dans le domaine de la conservation, fondé sur les réalités vécues par les communautés.



## Alliances stratégiques pour un changement systémique

Tout au long de l'année 2024, le Consortium APAC a joué un rôle actif dans les forums mondiaux. Des sessions préparatoires, des dialogues régionaux et la coordination stratégique avec des organisations alliées ont soutenu ces engagements. Nous avons approfondi nos partenariats avec :



**Des réseaux mondiaux**  
(notamment FPP, RRI, Women4Biodiversity, SwedBio, ILC, GFC, ICCA-GSI).



**Des alliés thématiques**  
(par exemple, l'Initiative pour les territoires marins côtiers de Més-Amérique).



**Des champions régionaux** (comme ANAPAC-RDC, le Cenesta, UCRT, PWC).

Ces alliances ont renforcé le plaidoyer en faveur des droits fonciers, du leadership des femmes, des droits maritimes et des systèmes de gouvernance autochtones.

### Réflexions et enseignements

Les partenariats doivent évoluer. Les communautés recherchent davantage que des financements ; elles sont en quête d'alignement, d'autonomie et de dignité. Notre travail a mis l'accent sur des modèles de soutien directs, flexibles et basés sur la confiance, qui reflètent ces valeurs.

L'influence n'est pas une question de visibilité, mais de transformation. Le véritable succès réside dans la transformation du fonctionnement des systèmes et de leurs priorités. Cette année, notre influence s'est traduite par de nouvelles normes internationales, des pratiques plus ancrées et des alliances plus solides.

Le tokénisme persiste ; certains forums restent extractifs ou symboliques. Nous avons répondu par des stratégies de plaidoyer menées par les communautés, axées sur des changements à long terme plutôt que sur une inclusion momentanée.



### Perspectives

Nous approfondirons notre travail sur différents axes :



Des mécanismes participatifs d'évaluation des pratiques des bailleurs de fonds et des ONG.



Des modèles collaboratifs qui renforcent l'apprentissage entre régions et donnent plus de portée au plaidoyer commun.



Une intégration renforcée du langage et des normes fondés sur les droits dans les cadres mondiaux relatifs à la biodiversité.



Photo: ICCA Consortium

## But 4 Notre organisation

Consolider la structure qui porte la vision.

Pour défendre les territoires de vie, le Consortium APAC se doit d'être une organisation qui reflète les valeurs qu'elle promeut : solidarité, décentralisation, leadership collectif et bienveillance. En 2024, première année de notre nouveau plan stratégique, nous avons posé les bases d'une structure institutionnelle interne plus saine et plus cohérente. Nous avons renforcé la collaboration interne, clarifié les rôles et les pratiques de gouvernance et avons accueilli les changements comme un chemin nécessaire vers la résilience.

### Évolution de la gouvernance et implication du conseil

La composition du conseil, du conseil des sages et du comité exécutif (ExCo) a été modifiée, de même que la nature et la portée de leur engagement. Bien que les réunions officielles n'aient souvent pas atteint le quorum requis, la participation informelle s'est accrue à travers des réunions mensuelles conjointes entre le conseil et le secrétariat, des contributions écrites et des groupes de travail. Les membres du conseil ont assumé un nombre croissant de rôles opérationnels et représentatifs, en particulier dans le cadre du processus de changement organisationnel, des discussions stratégiques avec les alliés et du travail de plaidoyer.



## Faits marquants :



Quatre réunions du conseil et quatre sessions du comité exécutif au cours de l'année écoulée.

Développement d'un modèle hybride de participation symbolique et opérationnelle, permettant une gouvernance plus dynamique et adaptative.



Photo: Pablo Lasansky / IWGIA



Lancement et facilitation du comité de changement organisationnel (CCO) pour guider les réformes de la gouvernance et de la coordination, en incluant des recommandations pour renforcer l'implication du conseil et clarifier les processus décisionnels.

## Renforcement du secrétariat et des systèmes internes

Des consultants dotés d'une expertise internationale ont été recrutés au sein du secrétariat en 2024, notamment de nouvelles personnes chargées de la coordination des politiques, de la défense des territoires de vie, des finances, du soutien interne lié aux ressources humaines et aux opérations, ainsi que pour la logistique événementielle. Ces changements ont permis de bâtir un secrétariat plus structuré, régionalement diversifié et solidaire.

### Principales avancées internes :



La mise en place de l'équipe de soutien interne a permis d'initier une gestion des ressources humaines plus institutionnalisée, de développer un manuel interne et de documenter les processus institutionnels.



L'élaboration et l'expérimentation de systèmes plus clairs en matière de contrats, d'intégration et de coordination.



La mise en œuvre d'une approche d'apprentissage entre pairs et de leadership intergénérationnel au sein des équipes du secrétariat.



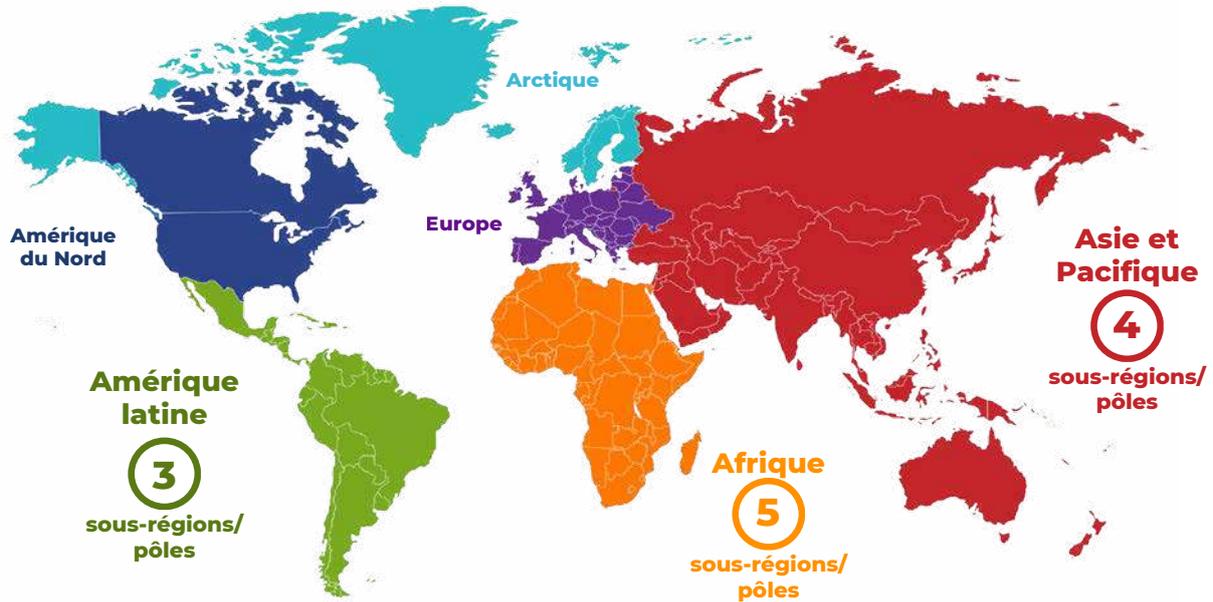
La mise en place d'entretiens individuels avec les membres du secrétariat afin d'offrir un espace d'écoute pour discuter de leurs rôles et du Consortium, et d'identifier les besoins de soutien potentiels.



L'apport d'un soutien technique et d'une facilitation pour plus de 30 événements internationaux et régionaux, notamment des réunions en personne en Colombie.

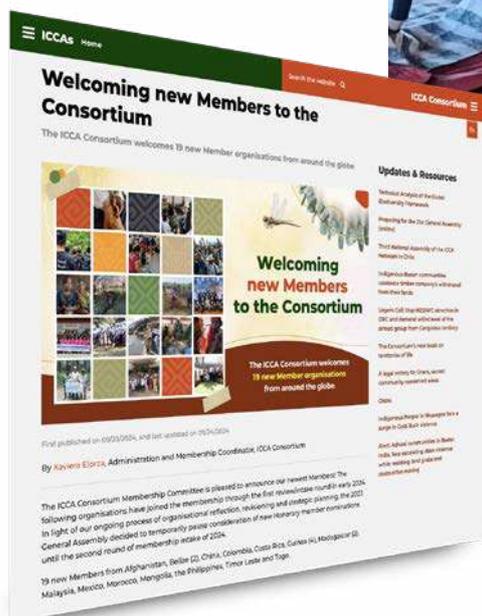
## Régionalisation et implication des membres

Le quatrième but concerne également la décentralisation et la consolidation des racines du Consortium auprès de ses membres. En 2024 :



Douze équipes de coordination régionale ont mené des efforts soutenus en Amérique latine, en Afrique et en Asie, en coordonnant les financements directs et les plans de travail régionaux.

Une réunion de trois jours en Colombie a rassemblé le conseil, le secrétariat et le conseil des sages pour réfléchir autour des buts stratégiques et les harmoniser.



- Dix-neuf nouvelles organisations ont été accueillies lors du premier cycle d'adhésions de 2024. Le deuxième cycle d'adhésions a été reporté à 2025 en raison des capacités réduites, du fait de la réunion en personne et la COP16. Les candidatures ultérieures ont été reportées au premier cycle de 2025.

Nous avons apporté des améliorations continues aux plateformes d'implication des membres et dans le soutien pour les assemblées régionales et les points focaux.



► Plus de 230 participants, et notamment des représentants de plus de 80 organisations membres, des membres d'honneur et des membres du secrétariat ont participé à la **20ème Assemblée générale**.



## Bien-être et culture interne

Conscients que des systèmes solides exigent soin et durabilité, l'année 2024 a été consacrée à la mise en place des bases nécessaires pour une culture interne plus saine :



L'accent a été mis sur le leadership partagé, la décentralisation des rôles et la flexibilité des modes de travail.



Il y a eu tout un travail préparatoire pour une meilleure définition des rôles et des responsabilités au sein du conseil, du secrétariat et des équipes régionales.



Des espaces ont été créés pour accueillir les retours d'expérience pendant les retraites et appels inter-régionaux, afin de partager les frustrations, besoins et aspirations, façonnant ainsi une culture interne plus bienveillante.

## Réflexions et perspectives d'avenir

Nous en sommes encore aux prémices du développement d'une structure institutionnelle interne en phase avec notre vision externe, mais la direction à suivre est claire. Une organisation adaptative, décentralisée et profondément axée sur les relations est non seulement possible, mais elle est déjà en train de voir le jour.

« La santé organisationnelle n'est pas une préoccupation secondaire. C'est ce qui nous permet de servir les territoires de vie avec intégrité et cohérence » .

— *Équipe de soutien interne*

## Processus de changement organisationnel : poser les bases d'un renouvellement structurel

En 2024, le Consortium APAC a amorcé le début d'un processus de changement organisationnel soigneusement facilité et essentiel pour aligner nos structures institutionnelles internes avec les principes de décentralisation, de leadership collectif et de durabilité.

Plus qu'un effort de réforme, c'est un parcours d'apprentissage impliquant réflexion, co-création et expérimentation.

### Structure et processus



Le CCO a été officiellement créé et s'est réuni régulièrement pour diriger et coordonner le processus, avec des représentants du conseil, du secrétariat et du conseil des sages.



Maliasili, un partenaire spécialisé dans le développement des organisations de la société civile, a apporté une facilitation et un soutien externes.



L'atelier en personne organisé en Colombie en octobre a permis de débattre du modèle organisationnel actuel, de revoir les évaluations initiales et de définir les priorités pour la transformation.

### Domaines d'action prioritaires

Le processus de changement s'est concentré sur cinq dimensions étroitement liées :



**Structures et rôles de gouvernance :** clarifier les fonctions, la composition et les relations entre le conseil, le comité exécutif, le secrétariat et le conseil des sages.



**Coordination et communication interne :** améliorer la fonctionnalité inter-équipes, la fréquence des réunions et la clarté des rôles.



**Régionalisation :** renforcer les équipes de coordination régionales, les modèles de financements redistribués et les points focaux régionaux.



**Ressources humaines :** garantir le bien-être, des responsabilités claires et des systèmes de contrats solidaires.

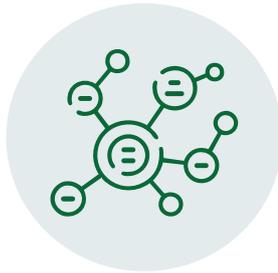


**Pratiques de partenariat et de collecte de fonds :** élaborer des principes et des lignes directrices pour aligner la mobilisation de ressources avec nos valeurs.

## Résultats et prochaines étapes



Le CCO a formulé et partagé les premières propositions de réforme concernant la gouvernance et les rôles du comité exécutif avec le conseil afin que celui-ci les examine et donne son avis. Un examen complet des principales priorités organisationnelles, suivi du développement et de la consolidation de recommandations, est prévu pour 2025.



Une cartographie interne des fonctions et des mini-équipes au sein du secrétariat a permis de consolider les domaines de travail et d'améliorer la collaboration. Les réunions visant à aligner la structure, la prise de décision et les manières de travailler se poursuivront l'année prochaine dans le cadre du processus de changement en cours.



Des progrès ont déjà été accomplis dans le développement d'un manuel interne et la révision des processus d'intégration, ces travaux devant se poursuivre en 2025.



Un engagement a été pris pour poursuivre le travail de changement organisationnel en 2025, avec une participation plus large et une attention accrue accordée au leadership régional dans la prise de décisions stratégiques.

« Il s'agit de bâtir une structure interne en adéquation avec notre vision, pas juste dans la forme, mais dans la fonction, les valeurs et les relations » .

— *Comité de changement organisationnel*



Photo: ICCA Consortium



## Santé et transparence financières

### Mobiliser la solidarité et la résilience pour les territoires de vie

En 2024, le Consortium APAC a connu à la fois un renforcement de sa base financière et des moments d'apprentissage importants qui ont façonné la manière dont nous apportons un soutien aux territoires, communautés et membres que nous servons.

### Aperçu des recettes et des dépenses

Les dépenses totales du Consortium en 2024 ont augmenté significativement par rapport aux années précédentes, reflétant l'intensification des efforts pour mettre en œuvre le plan stratégique et le processus de régionalisation. En 2024, le Consortium APAC a géré un revenu total de 1 653 316 USD et engagé des dépenses totales de 1 616 374 USD, la majeure partie des fonds étant consacrée aux activités programmatiques, au soutien régional et aux opérations du secrétariat.

Des investissements significatifs ont été engagés dans :



La régionalisation et les assemblées, notamment les rassemblements sous-régionaux, nationaux et méga-régionaux.



Des financements redistribués flexibles pour que les pôles de coordination puissent poursuivre leurs initiatives autodéterminées et catalytiques.



La rémunération et les opérations de base, en particulier dans le cadre de la standardisation du soutien financier au sein du secrétariat.



Les déplacements et les réunions en personne, notamment le rassemblement et les réunions en personne en Colombie en octobre.



La participation à des forums politiques internationaux, en particulier la COP16 de la CDB.

## Principales dépenses (USD)

**801 800**

pour la mise en œuvre des programmes (activités principales, coordination régionale, soutien aux membres, événements et services de conseil).

**544 325**

pour les frais du secrétariat, les contrats et les ressources humaines.

**128 401**

pour les déplacements, l'hébergement, l'interprétation et l'organisation de réunions (notamment l'assemblée générale et les assemblées régionales).

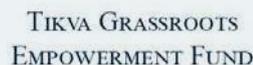
**141 848**

pour la communication, les logiciels, les systèmes financiers et d'autres opérations principales.

Ces chiffres reflètent notre investissement conséquent dans la régionalisation, la coordination multilingue et la facilitation de la solidarité internationale comme locale. Les coûts opérationnels et de soutien se sont maintenus à un niveau raisonnable, l'accent ayant été mis sur la réalisation d'un impact collectif.

## Principaux financements et partenariats avec les bailleurs de fonds

Nous avons renforcé nos relations avec nos bailleurs de fonds de longue date et accueilli de nouveaux soutiens, notamment :



Un soutien renouvelé ou continu de la part de la fondation Oak, la fondation Packard, Synchronicity Earth, du fond Tikva Grassroots Empowerment, et de l'initiative mondiale de soutien aux APAC (GSI).

FONDATION  
HANS WILSDORF

Un nouveau financement de la fondation Hans Wilsdorf.

**SwedBio**  
A programme at Stockholm Resilience Centre

Un soutien et une collaboration continus avec SwedBio, et notamment un financement pour le plaidoyer politique et le travail de communication.

Le Consortium APAC a également engagé des dialogues stratégiques avec des réseaux de philanthropie afin de plaider pour un soutien de base flexible, un financement direct pour les Peuples Autochtones et les Communautés Locales, ainsi qu'une redevabilité dans le financement de la conservation à grande échelle.

## Défis financiers et ajustements stratégiques

Bien que des progrès significatifs aient été accomplis, des défis structurels et logistiques demeurent :



Notre accord de parrainage fiscal, bien qu'assurant la conformité, a retardé les déboursments dans des situations urgentes et a parfois obligé les membres de l'équipe à couvrir les coûts avec leurs ressources personnelles.



Les charges administratives, particulièrement en ce qui concerne les remboursements de frais de déplacements et de contrats régionaux, ont pesé sur les capacités de l'équipe et souligné la nécessité de mettre en place des systèmes financiers simplifiés et adaptés aux besoins des communautés.



La transition vers un financement basé sur la confiance et une priorisation menée par les régions s'est avérée vitale pour la durabilité mais requiert une adaptation continue des systèmes internes.

## Perspectives d'avenir

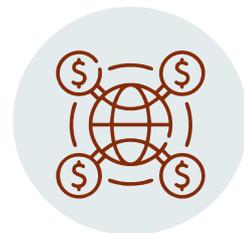
À partir de 2025, le Consortium s'efforcera :



De diversifier ses sources de financement pour réduire sa dépendance à un nombre limité de financeurs.



De sécuriser des financements pluriannuels pour assurer une continuité des actions communautaires et régionales.



D'investir dans des systèmes financiers et des capacités décentralisés, opportuns et adaptés au rythme des territoires de vie.

Cette évolution du paysage financier n'est pas qu'une question de durabilité, il s'agit aussi d'intégrité. Les fonds que nous mobilisons ne sont pas seulement opérationnels, ce sont des outils de solidarité et de transformation qui permettent aux communautés que nous accompagnons de poursuivre leur propre voie.



Photo: ICCA Consortium

# Transitions internes et renouvellement des équipes

## Traverser les changements avec soin, clarté et continuité

Au sein du Consortium APAC, 2024 a été une année de transformation significative, tant au sein de notre secrétariat que de nos organes de gouvernance. Ces changements ont reflété notre croissance en tant qu'association décentralisée et animée par ses valeurs, et ont créé un espace pour des voix nouvelles, un leadership nouveau et des engagements renouvelés.

### Secrétariat



L'année a débuté avec une restructuration interne majeure, principalement en raison du départ de leaders de longue date, notamment **Holly Jonas** (ancienne coordinatrice internationale), **Sarah Ryder** (ancienne coordinatrice des opérations et gestionnaire des programmes), et avant elles, Ameyali Ramos (ancienne coordinatrice de la politique internationale).



Au terme d'un processus de sélection minutieux, **Ali Razmkhah**, ancien coordinateur régional pour l'Asie occidentale et centrale et la région du Caucase, a été nommé nouveau coordinateur international du secrétariat du Consortium APAC.

**Deborah Mowesley** nous a rejoints en tant que coordinatrice administrative et événementielle. Cet ajout à l'équipe a considérablement amélioré notre capacité à planifier, mettre en œuvre et communiquer efficacement dans le cadre des principaux rassemblements internationaux et régionaux.





De nouveaux rôles ont été créés pour renforcer les opérations internes. **Roger Palma** et **Diana San Jose** ont rejoint le secrétariat en tant que co-coordonateurs du soutien interne à l'équipe. Leur leadership a apporté clarté et soin à nos systèmes internes, aidant le secrétariat à naviguer dans le changement organisationnel tout en préservant la cohésion et le sens.



**Natalia Amor** nous a rejoints en tant que coordinatrice financière, apportant sa solide expérience dans le domaine des finances et des organismes à but non-lucratif pour soutenir et renforcer nos systèmes internes. Camila Miranda Reyes est passée au poste de co-coordinatrice du soutien linguistique, après avoir occupé le poste d'Assistante de soutien linguistique.



Au cours du dernier trimestre de l'année, nous avons accueilli **Neema Pathak Broome**, ancienne coordinatrice régionale pour l'Asie du Sud, dans son nouveau rôle de coordinatrice de la politique internationale au sein du secrétariat. Sa vaste expérience et son engagement sincère pour les approches centrées sur les communautés renforcent notre engagement politique, assurant qu'il reste profondément ancré dans les réalités et les besoins des communautés que nous servons.



**Pooven Moodley** a rejoint récemment le secrétariat, contribuant par sa grande expertise à la poursuite des engagements du Consortium à défendre les droits des Peuples Autochtones et des Communautés Locales. Il servait jusqu'alors le Consortium en tant que représentant thématique pour la défense des territoires de vie.



Les postes régionaux au sein du secrétariat ont également connu un renouvellement, avec 2 nouvelles coordinatrices et un nouveau coordinateur régional rejoignant l'équipe. **Paul Saing'eu** a succédé à Emmanuel Sulle comme coordinateur régional pour l'Afrique de l'Est, **Asami Segundo** a succédé à Amalia Maling comme coordinatrice pour l'Asie du Sud-Est et **Hanieh Moghani** a succédé à Ali Razmkhah comme coordinatrice régionale pour l'Asie occidentale et centrale et la région du Caucase.

## Conseil



Des changements significatifs à notre organe de gouvernance ont été opérés en 2024. Le conseil, qui représente nos membres et guide notre trajectoire stratégique, a accueilli un nouveau président, **Luis Guillermo Izquierdo**, qui a succédé à Theodore Baguilat Jr. dans ce poste clé de leadership. Cette transition reflète le renouvellement continu du conseil et son alignement avec l'idée décentralisée et pluraliste du Consortium.



**Eufemia « Femy » Pinto** et **Lorena Arce** ont été élues comme co-représentantes thématiques pour la préservation des territoires de vie ; **Khalid Khawaldeh** a été élu représentant régional pour l'Asie occidentale et centrale et la région du Caucase ; **Josefina Tunki** a été élue représentante régionale pour l'Amazonie.

## Transitions

C'est avec un profond respect et une grande reconnaissance que nous exprimons notre gratitude aux personnes qui ont terminé leur mandat au sein du secrétariat du Consortium APAC en 2023 et 2024 :



**Dr. Patricia Mupeta-Muyamwa**  
Vice-présidente du comité exécutif (2021-2024)



**Sara Oliveros López**  
Secrétaire du comité exécutif (2021-2024)



**Aibek Samakov**  
Représentant régional pour l'Asie occidentale et centrale et la région du Caucase (2019-2024)



**Christian Chatelain**  
Conseiller technique pour l'Afrique (jusqu'en 2024)



**Sutej Hugu**  
Coordinateur régional pour l'Asie de l'Est et du Nord (2013-2022),  
Coordinateur interrégional (2023)



**Milka Chepkorir**  
Co-coordinatrice politique et plaidoyer pour l'Afrique (2021-2024)



**Aquilas Koko Ngomo**

Co-coordonateur politique et plaidoyer pour l'Afrique (2022–2024). Soutient maintenant l'équipe de coordination centrale africaine au nom d'ANAPAC-RDC.



**Amalia Maling**

Coordinatrice régionale pour l'Asie du Sud-Est au nom de NTFP-EP (2019-2024)



**Emmanuel Sulle**

Coordonateur régional pour l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique (2019-2024)



**María Carolina Rodríguez Acero**

Coordinatrice politique et plaidoyer pour l'Amérique latine (2021-2023)



**Gaëlle Le Gauyer**

Assistante administrative et de la communication (2019-2020), coordinatrice du soutien linguistique (2021-2023). Collabore maintenant en tant qu'assistante de soutien linguistique anglais<->français.



**Jovelyn Cleofe**

Coordinatrice régionale pour l'Australasie orientale et les îles du Pacifique (partagé avec Jimmy Qoloni Kereseke), au nom de LMMA Network International (2022-2023).



**Jimmy Qoloni Kereseke**

Coordonateur régional pour l'Australasie orientale et les îles du Pacifique (partagé avec Jovelyn Cleofe), au nom de LMMA Network International (2022).

Nous remercions chacun d'entre eux pour leur dévouement, leur vision et leur contribution au parcours commun du Consortium APAC. Leur travail a permis de poser les bases qui continuent à nous guider tandis que nous avançons ensemble, dans la solidarité et la transformation.





Photo: ICCA Consortium

## Ce qui est à venir

Avancer en gardant la flamme vive

### Principaux enseignements tirés de 2024



La régionalisation est une réalité et elle porte ses fruits, mais elle requiert un accompagnement continu, des ressources flexibles et une coordination plus étroite entre le conseil et le secrétariat.



La reconnaissance et les droits sont indissociables de la solidarité et du changement des systèmes. Les cadres juridiques seuls ne suffisent pas : ils doivent s'accompagner d'une gouvernance et de priorités définies par les communautés gardiennes et protectrices elles-mêmes.



La gouvernance participative reste un défi et une force, qui exige à la fois structure et adaptabilité, au sein d'un mouvement multilingue et multirégional.



Des changements internes sont nécessaires et en cours, avec une clarification croissante du leadership décentralisé, de l'équité dans les opérations et du renouvellement des rôles au sein du conseil, du secrétariat et du comité exécutif.



L'influence naît de l'enracinement ; là où notre impact sur les espaces politiques mondiaux a été le plus fort, c'est lorsqu'il était ancré dans l'expérience territoriale et la préparation régionale.

## Priorités et changements majeurs pour 2025



Approfondir la régionalisation grâce à un soutien plus substantiel aux équipes régionales et aux réseaux nationaux, à des modèles de financements directs adaptés et à des échanges interrégionaux.



Faire progresser le processus de changement organisationnel, notamment les réformes du processus décisionnel, les systèmes liés au personnel, les rôles du conseil et l'amélioration des canaux de communication.



Garantir un financement pluriannuel basé sur la confiance, élargir le soutien direct aux communautés et clarifier les protocoles de partenariat interne.

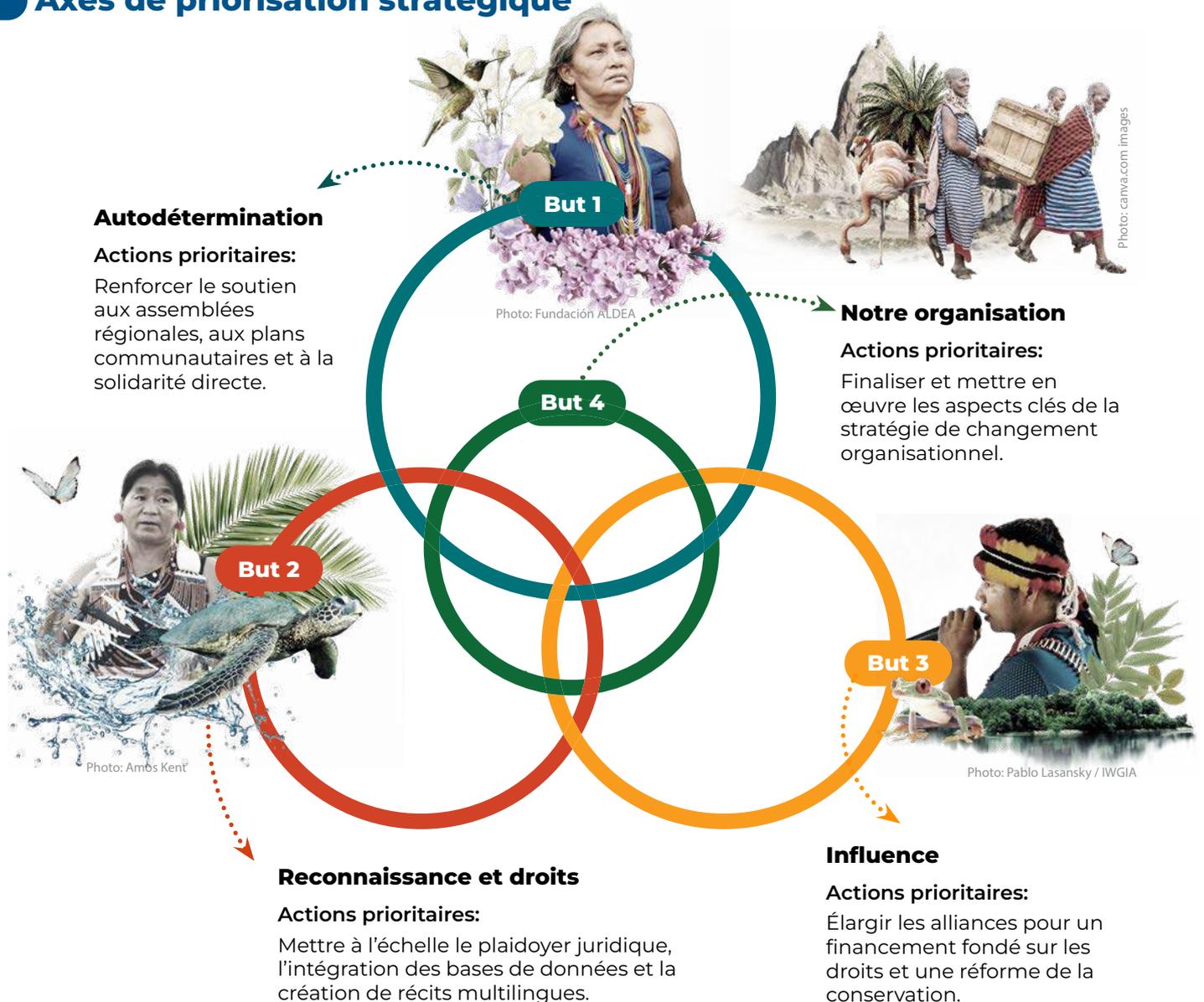


Investir dans les capacités de leadership des jeunes et le leadership intergénérationnel, en particulier dans les domaines de la documentation, du plaidoyer et de la défense territoriale.



Renforcer l'équité linguistique grâce à l'élargissement des services d'interprétation et à la décentralisation des plateformes de communication.

## Axes de priorisation stratégique



En 2025, nous invitons nos membres, partenaires, alliés et bailleurs de fonds à cheminer avec nous, avec encore plus de courage, de cohérence et d'attention. Ensemble, nous continuerons à renforcer les territoires de vie et le leadership de leurs gardiens, à travers les récits, la gouvernance, la résistance, la guérison et la joie.

“

La solidarité ne relève pas de la charité, mais d'une lutte et d'une responsabilité communes.



Photo: ICCA Consortium



Consortium  
APAC

# Rapport annuel 2024 du Consortium APAC

Renforcer les territoires de vie.  
Parcours collectifs d'autodétermination  
et de solidarité.

